

TA/NB/KR

REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°0428/2019

JUGEMENT  
CONTRADICTOIRE du  
16/05/2019

Affaire

La Société SOGAFER-CI

(La Société d'Avocats  
JurisFortis)

Contre

LA POSTE DE COTE  
D'IVOIRE

(la SCPA BAZIE-KOYO et  
ASSA-AKOH)

DECISION :

Contradictoire

Déclare la présente action  
irrecevable ;

Condamne la demanderesse  
aux entiers dépens.

### AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 16 MAI 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du jeudi seize mai de l'an deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du Tribunal ;

**Messieurs KOFFI YAO, N'GUESSAN BODO, DICOH BALAMINE, DAGO ISIDOR, DOSSO IBRAHIMA, TRAZIE BI VANIE EVARISTE;**

Assesseurs ;

Avec l'assistance **Maître N'ZAKIRIE PAULE EMILIE épouse EKLOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**La Société SOGAFER-CI**, Société A Responsabilité Limitée, au Capital Social de 5.000. 000 Francs CFA, dont le siège social est à Abidjan-Adjamé 220 Lgts., Bloc manivelle derrière la Station SHELL, Bat L, Escalier G, 1er Etage, App. 288, 05 BP 3258 ABIDJAN 05, Tél: 20 37 43 65 / 05 36 85 90 / 05 86 34 34, Agissant aux poursuites et diligences de son Gérant, Monsieur **MISSA ETTIEN**, de nationalité Ivoirienne, demeurant ès qualité audit siège social ;

**Demanderesse** représentée par **La Société d'Avocats JurisFortis**, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, y demeurant, Abidjan Cocody les Deux-Plateaux, Rue des Jardins, quartier Sainte Cécile, Rue J 59, Villa numéro 570, 01 BP 2641 Abidjan 01, Tél: 22 42 92 17, Fax: 22 42 83 91, E-mail: [jurisfortis@jurisfortis.com](mailto:jurisfortis@jurisfortis.com) ;

d'une part ;

Et

**LA POSTE DE COTE D'IVOIRE**, Société d'Etat à gestion privée, créée par décret n°98-377 du 30 Juin 1998, ayant son siège au Plateau, casier N°741, prise en la personne de son Directeur General GNABA YAO ISAAC, demeurant ès qualité audit siège social ;



**Défenderesse** représentée par la **SCPA BAZIE-KOYO et ASSA-AKOH**, Société d'Avocats, tel : 22 44 38 85 / 22 44 39 08, 08 BP 2614 ABIDJAN 08;

D'autre part ;

Enrôlée le 02 février 2019 pour l'audience publique du 07 février 2019, l'affaire a été appelée;

Une instruction a été ordonnée et confiée au juge KOFFI YAO et la cause a été renvoyée à l'audience publique du 14 mars 2019 pour retour après instruction;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture;

A l'audience du 14 mars 2019, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 28 mars 2019, lequel délibéré a été rabattu et l'affaire renvoyée au 04 avril 2019 pour vérifications ;

La cause subi plusieurs renvois pour le même motif et a été renvoyé au 25 avril 2019 et 02 mai 2019 pour la demanderesse ;

Le 02 mai 2019, la cause étant en état d'être jugée, le tribunal a mis l'affaire en délibéré pour décision être rendue le 16 mai 2019;

Advenue cette audience, le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'échec de la tentative de conciliation ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 01<sup>er</sup> Février 2019, la Société SOGA FER-CI a fait servir assignation à la Poste de Côte d'Ivoire d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour entendre :

Condamner la Poste de Côte d'Ivoire à lui payer les sommes suivantes :

✓ 113.400.000 FCFA au titre des factures impayées ;

- ✓ 25.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;
- ✓ Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir;

Condamner la défenderesse aux entiers dépens de l'instance dont distraction au profit de la SCPA JURISFORTIS ;

Au soutien de son action, la Société SOGAFER-CI expose qu'elle a conclu avec la Poste de Côte d'Ivoire un marché en date du 08 Mars 2005 aux termes duquel, elle était chargée de la sécurité des locaux de la défenderesse contre paiement du prix ;

Elle indique qu'au moment de la rupture du contrat liant les parties, la Poste de Côte d'Ivoire restait lui devoir la somme totale de 113.400.000 FCFA au titre des factures échues et impayées ;

Elle fait savoir que le non-paiement desdites factures lui a causé un énorme préjudice dans la mesure où elle n'a pu faire face à sa dette fiscale ;

C'est pourquoi, elle prie le Tribunal de céans de condamner la Poste de Côte d'Ivoire à lui payer la somme de 113.400.000 FCFA au titre des factures impayées et celle de 25.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts pour toutes causes de préjudices confondus ;

En réplique, la Poste de Côte d'Ivoire excipe de l'irrecevabilité de l'action pour cause de prescription, les factures réclamées portant sur la période allant du 01<sup>er</sup> Février 2008 au 31 Mai 2012 de sorte que plus de cinq (05) ans se sont écoulés ;

Elle excipe également de l'irrecevabilité de l'action pour cause de redressement judiciaire ;

Elle explique que par jugement N°2575/1<sup>ère</sup> COM rendu par le Tribunal de Première Instance d'Abidjan Plateau, elle a été admise en redressement judiciaire ;

Au fond, elle fait valoir qu'en cas de redressement judiciaire, la forclusion a pour effet d'éteindre toutes les créances ;

Elle prie donc le Tribunal de céans de débouter la Société SOGAFER-CI de son action ;

### **DES MOTIFS**

#### **En la forme**

#### **Sur le caractère de la décision**

La Poste de Côte d'Ivoire a comparu et conclu ;

Il y a lieu de statuer contradictoirement ;

### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « les tribunaux de commerce statuent :

- ✓ *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- ✓ *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige excède vingt-cinq millions de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier ressort ;

### **Sur la fin de non-recevoir soulevée**

La défenderesse excipe également de l'irrecevabilité de l'action pour cause de redressement judiciaire ;

Il est constant comme ressortant des pièces produites que la Poste de Côte d'Ivoire a été admise en redressement judiciaire par jugement N°2575/1<sup>ère</sup> COM rendu le 26 Juillet 2010 par le Tribunal de Première Instance d'Abidjan Plateau ;

L'article 75 de l'acte uniforme portant organisation des procédures collective d'apurement du passif du 08 aout 1997 dispose :

*« La décision d'ouverture du redressement judiciaire ou de la liquidation des biens interrompt ou interdit toute action en justice de la part de tous les créanciers composant la masse, qui tend :  
1° à la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent ;*

*2° à la résolution d'un contrat pour défaut de paiement d'une somme d'argent ;*

*La décision d'ouverture arrête ou interdit également toute procédure d'exécution de la part de ces créanciers tant sur les meubles que sur les immeubles ainsi que toute procédure de distribution n'ayant pas produit un effet attributif avant la décision d'ouverture ;*

*Les délais impartis aux créanciers à peine de déchéance, prescription ou résolution de leurs droits sont, en conséquence, suspendus pendant toute la durée de la suspension des poursuites elles-mêmes ;*



Les instances en cours sont interrompues jusqu'à ce que le créancier poursuivant ait produit sa créance. Elles sont alors reprises de plein droit, le syndic dûment appelé, mais tendent uniquement à la constatation des créances et à la fixation de leur montant ;

Les actions en justice et les procédures d'exécution autres que celles visées ci-dessus ne peuvent plus être exercées ou poursuivies au cours de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens qu'à l'encontre du débiteur, assisté du syndic en cas de redressement judiciaire ou représenté par le syndic en cas de liquidation des biens » ;

Il s'ensuit que la décision de liquidation suspend ou interdit toutes les poursuites individuelles tendant à obtenir soit la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent, soit la résolution d'un contrat pour défaut de paiement d'une somme d'argent ;

La défenderesse ayant été admise en redressement judiciaire, aucune poursuite individuelle en paiement ne peut être dirigée contre elle ;

Aucune pièce du dossier n'établit que cette procédure de redressement judiciaire a pris fin ;

La présente action qui tend au paiement de sommes d'argent, doit, dès lors, être déclarée irrecevable en application de l'article 75 de l'acte uniforme précité ;

#### Sur les dépens

La demanderesse succombe et doit supporter les entiers dépens de l'instance ;

#### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare la présente action irrecevable ;

Condamne la demanderesse aux entiers dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

**ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.**



2

RECEVU  
LE 2 JUIL 1970  
REGISTRE AU  
BUREAU  
D. P. 15.000 francs  
RECUE : D. P. 15.000 francs  
Le Chef du Domaine, Le  
L'Enregistrement et des Timbres

